Plans de paix ou plan d’épuration ethnique ?

le 26/2/2006 11:00:00 (1974 lectures)

Tract de Mars 2005 publié à l'occasion de la « journée de la terre » qui fait le point sur la politique d'épuration ethnique conduite par Israël, l'objectif de démentèlement de la résistance caché sur tous les accords dits de paix.

Le 30 mars 1976, six Palestiniens vivant en Israël étaient abattus par l'armée d'occupation de cet Etat et une centaine d'autres étaient arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l'État sioniste qui avait confisqué et déclaré " zone militaire " mille sept cents hectares appartenant à des villages palestiniens. Depuis, tous les 30 mars, la " Journée de la Terre" commémore cet événement partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

A l'occasion de cette journée **nous dénonçons le jumelage de Bordeaux avec la ville israélienne d'Ashdod**, construite en lieu et place du village palestinien d'Isdoud (5000 habitants). Ce village a été bombardé massivement les 2 et 3 juin 1948 par les forces militaires juives, entièrement détruit. L'ensemble de sa population arabe a été expulsée. Ashdod est jumelée depuis 20 ans avec Bordeaux et une rame de tramway porte son nom.

Assez de mensonges : Israël poursuit l'épuration ethnique

En Palestine, la politique de colonisation et d'épuration ethnique, commencée à la fin du 19ème siècle, s'est accélérée en 1948 avec la création de l'état d'Israël (Nakba: la Catastrophe pour les Palestiniens). Elle a entraîné entre 1947 et 1949 la destruction de plus de 400 villages palestiniens, de nombreux massacres dont le plus connu est celui de Deir Yassine (15 avril 1948, 250 habitants massacrés) et l'expulsion de 800 000 Palestiniens, toujours réfugiés dans les pays limitrophes et dans les territoires palestiniens occupés.

Depuis, cette politique d'extermination et de spoliation n'a jamais cessé et se vérifie avec les massacres de Qibia en 1953, l'occupation de Gaza et de la Cisjordanie en 1967, l'annexion pure et simple de Jérusalem Est et du Golan syrien, les crimes contre l'humanité dans les camps palestiniens au Liban en 1982. Depuis septembre 2000 et le début de la seconde Intifada, 3592 palestiniens ont déjà perdu la vie. La barbarie a culminé avec les tueries à Jénine en avril 2002, à Rafah en mai 2004 (75 morts dont 25 enfants) et à Jabalya en octobre 2004 (120 morts dont 34 enfants); la construction du Mur de l'Apartheid parachevant le vol de la terre palestinienne. En Israël même, la population arabe est discriminée et des bédouins du Naqab sont régulièrement expulsés de leurs terres.

Face à cette entreprise de destruction de leur peuple, les Palestiniens n'ont d'autres choix que la résistance.

Démanteler cette résistance est en fait le premier objectif de tous les accords, sommets et propositions de « paix » mis en œuvre depuis plus de 10 ans.

Ces pseudo accords de paix ne servent qu'à masquer la poursuite de la colonisation. La signature des accords d'Oslo en 1993 n'a pas empêché l'Etat théocratique et raciste d'Israël d'implanter 200 000 colons supplémentaires en Cisjordanie. Le plan Sharon de désengagement de Gaza poursuit le même objectif. Il consiste à évacuer 7000 colons de Gaza tout en gardant un contrôle sur l'ensemble des frontières et sur l'espace aérien. En même temps, il envisage l'intensification de la colonisation en Cisjordanie où vivent déjà 500 000 colons.

De la même manière, le sommet de Sharm-el-Sheikh n'a entraîné aucune concession de la part des dirigeants sionistes qui tentent de passer pour des hommes de paix. Bien plus, ce sommet a permis de conférer une caution internationale au démantèlement de la résistance, avec l'assentiment de l'Autorité Palestinienne. Pendant ce temps, la confiscation de terres, la construction du Mur de l'Apartheid, les démolitions de maisons, les arrestations et les assassinats se poursuivent dans un silence médiatique assourdissant.

Aucun de ces plans de « paix » n'aborde les questions fondamentales. Celle des réfugiés palestiniens, qui attendent depuis plus de 56 ans de rentrer chez eux, souvent dans le dénuement le plus total, constitue le plus grand crime de l'Etat sioniste. Chassés de leurs terres et niés de tous, les réfugiés (70% du peuple palestinien) ne disposent d'aucun moyen pour faire respecter leurs droits. Par exemple, aucun d'entre eux n'a pu et ne pourra participer au processus électoral en cours dans les territoires occupés, dont pourtant tout le monde se félicite.

Spolier la terre palestinienne, réprimer dans le sang, emprisonner et torturer les résistants, faire semblant de négocier pour gagner du temps et poursuivre l'épuration ethnique avec la bénédiction et le soutien des E.U, de l'Europe, de la France et des régimes arabes, bâillonner tout soutien au peuple palestinien par un chantage permanent à l'antisémitisme, telle est la réalité de la politique sioniste.

Cette politique d'anéantissement s'inscrit dans un plan plus vaste de domination du monde qui passe notamment par l'assujettissement des peuples du tiers-monde et en particulier ceux du Moyen-orient. Après le bombardement, l'invasion et l'occupation militaire de l'Irak et de l'Afghanistan les pressions s'intensifient sur la Syrie, la résistance libanaise et l'Iran. Pour les E.U et ses alliés, Israël doit être le seul Etat structuré et militarisé de la région.

Plus que jamais nous devons soutenir la lutte du Peuple Palestinien jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

– La fin de l'occupation et le droit à l'autodétermination
– Le droit au retour des réfugiés palestiniens chez eux
– La libération de tous les prisonniers palestiniens
– L'égalité des droits des Palestiniens de 1948.